**Modèle d’arrêté**

***De mise en disponibilité à titre conservatoire***

🕬 Les mots inscrits en italique et cet encadré doivent faire l’objet d’un choix et/ou être enlevés dans la version définitive de l’arrêté.

*Logo ou blason de la commune ou de l’établissement public*

*Nom du département*

*Nom de l’arrondissement*

*Nom de la commune ou de l’établissement public*

**Arrêté n°20… -** *(n° d’ordre)*

**Portant mise en disponibilité à titre conservatoire**

**de** *Madame ou Monsieur**(Nom et prénom de l’agent)*

*Le-La Maire-Président-Présidente de* *(nom de la commune ou de l’établissement public sauf si vous inscrivez ce nom en haut à gauche),*

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article[[1]](#footnote-1)

**Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 1,**

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires, notamment ses articles 12 bis et 14 bis

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment ses articles 57 et 72 à 73,

Vu le décret n° 86-68 du 13 janvier 1986 modifié, relatif aux positions de détachement, hors cadres, de disponibilité, de congé parental des fonctionnaires territoriaux et à l'intégration, notamment ses articles 18 à 26,

Vu le décret n°87-602 du 30 juillet 1987 modifié relatif à l’organisation des comités médicaux aux conditions d’aptitude physique et au régime des congés de maladie des fonctionnaires territoriaux, notamment son article 16, 17, 30, *(ou 31, 32 et 37 en cas de longue maladie ou de maladie de longue durée)*

Vu le décret n°91-298 du 20 mars 1991 portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet, *(lorsque l’arrêté touche un agent qui exerce sur un poste qui n’est pas créé à 100%)*

Vu le décret n°2003-1306 du 26 décembre 2003 relatif au régime de retraite des fonctionnaires affiliés à la caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales,

Vu l’arrêt du Conseil d’Etat du 9 novembre 2018, *Mme A. c/ Commune de Perreux-sur-Marne,* req. n° 412684

Vu l’arrêté n° … *(n° d’ordre)* en date du … plaçant *Monsieur ou Madame* … *(nom + prénom de l’agent)* en congé de *(maladie ordinaire ou de longue maladie ou de grave maladie ou de longue durée)* du … au …, *(éventuellement) prolongé du … au… (viser les arrêtés de prolongation)*,

Vu la saisine du comité médical départemental (*ou de la commission de réforme*) en date du … pour statuer sur la situation de l’agent dans l’attente d’un avis pour la reprise des fonctions ou la réintégration, le reclassement ou la mise en disponibilité,

*Ou*

Vu la saisinede la commission de réforme en date du … pour statuer sur l’inaptitude physique totale et définitive de l’agent à l’exercice de toutes fonctions, en vue de l’attribution d’une retraite pour invalidité

Ou

Vu la saisine de la CNRACL en date du …

Considérant que *Monsieur ou Madame* … *(nom + prénom de l’agent)* a épuisé ses droits statutaires à congé de … *(maladie ordinaire, longue maladie, grave maladie, longue durée)* le … *(date)*,

Considérant que la jurisprudence précise que l’agent doit être placé dans une position régulière à l’expiration des droits à maladie et lorsqu’il est dans l’attente de l’avis d’une instance médicale ou dans l’attente de l’avis de la CNRACL sur une demande de retraite pour invalidité,

Considérant que, jusqu’à la date de la reprise de service, ou du reclassement, ou de la disponibilité ou de l’admission à la retraite, le demi-traitement de *Monsieur ou Madame* … *(nom + prénom de l’agent)* est maintenu, conformément à l’article 17 *(au terme d’un congé de maladie ordinaire) ou de l’article 37 (au terme d’un congé de longue maladie ou de congé de maladie de longue durée)* du décret n°87-602 du 30 juillet 19687, et ce, jusqu'à la date de la décision de reprise de service, ou du reclassement, ou de la disponibilité ou d'admission à la retraite pour invalidité,

**ARRÊTE**

**Article 1 :**

*Monsieur ou Madame* … *(nom + prénom de l’agent)* est placé(e) à titre conservatoire en disponibilité d’office dans l’attente de *l’avis du comité médical ou de la commission de réforme ou dans l’attente de l’avis de la CNRACL sur une demande de retraite pour invalidité)* à compter du … *(date)*.

**Article 2 :**

*Monsieur ou Madame* … *(nom + prénom de l’agent)* perçoit,à titre conservatoire, un demi-traitement, à l’issue de ses droits à congé *(de maladie ordinaire ou de longue maladie, ou de congé de maladie de longue durée)* à compter du ... *(date)* et ce, jusqu'à la date de la décision de … *(reprise de service, ou du reclassement, ou de la disponibilité ou d'admission à la retraite pour invalidité)*.

**Article 3 :**

*Monsieur ou Madame* … *(nom + prénom de l’agent)* percevra la moitié de son traitement afférent au … échelon, IB…, IM …

Ce traitement sera soumis à CSG et CRDS et cotisations CNRACL.

**Article 4 :**

La situation définitive de l'agent sera fixée dès réception de (ou des) l’avis attendu(s).

**Article 5 :**

*Le Directeur général des services ou La secrétaire de mairie* est *chargé(e)* de l’exécution du présent arrêté.

**Article 6 :**

Une ampliation sera adressée *au Président/ à la Présidente* du Centre départemental de gestion de la fonction publique territoriale du Loiret et au comptable principal de (*nom de la commune ou de l’établissement public*).

**Article 7 :**

Le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours gracieux auprès du *Maire de la commune* *OU du Président/ de la Présidente de (nom de la catégorie de la collectivité territoriale ou de l’établissement public concerné)* et/ou d’un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif d’Orléans, situé 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l’application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet http://telerecours.fr

*Monsieur ou Madame le* *Maire-Président/Présidente* certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent arrêté.

*Le-la* *Maire-Président/Présidente*

*NOM Prénom*

Fait à … *(nom de la commune ou de la commune siège de l’établissement public)*

Le … *(date)*

Notifié le … *(date)*

Signature de l’agent :

Transmis au Représentant de l’État le :…*(date)*

1. *L.2122-18 (commune) ou L.3221-3 (département) ou L.4231-3 (région) ou L.5211-9 (intercommunalité)* [↑](#footnote-ref-1)